



Conseil d'administration

316^e session, Genève, 1-16 novembre 2012

GB.316/INS/15/1(Rev.)

Section institutionnelle

INS

Date: 13 novembre 2012

Original: anglais

QUINZIÈME QUESTION À L'ORDRE DU JOUR

Rapport du bureau du Conseil d'administration

Plainte en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT contre le gouvernement de Bahreïn pour non-respect de la convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958, présentée par des délégués à la 100^e session (2011) de la Conférence internationale du Travail

1. Dans une lettre datée du 15 juin 2011 et adressée au Secrétaire général de la Conférence internationale du Travail, des délégués des travailleurs à la 100^e session (2011) de la Conférence internationale du Travail ont présenté une plainte en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT contre le gouvernement de Bahreïn pour violations graves de la convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958. Cette lettre était signée par neuf délégués titulaires: M. Leroy Trotman (Barbade), M. Bheki Ntshanlitnshali (Afrique du Sud), M. Julio Roberto Gómez (Colombie), M^{me} Barbara Byers (Canada), M^{me} Raviatou Diallo (Guinée), M. Abdessalam Jerad (Tunisie), M. Sam Gurney (Royaume-Uni), M^{me} Sarah Fox (Etats-Unis), M^{me} Trine Lise Sundnes (Norvège); deux délégués conseillers et suppléants: M. Luc Cortebeeck (Belgique) et M. Yves Veyrier (France); ainsi qu'un conseiller: M. Hadja Kaddous (Algérie). Dans une lettre datée du 24 août 2011, des informations supplémentaires ont été communiquées.
2. Lors de la 22^e séance plénière, qui s'est tenue le 16 juin 2011, M. Trotman a fait une déclaration présentant brièvement la plainte afin que le gouvernement de Bahreïn et tous les membres de la Conférence en soient avisés¹.
3. A la 311^e session du Conseil d'administration (juin 2011), M. Cortebeeck, Vice-président travailleur du Conseil d'administration, a informé oralement le Conseil d'administration de la plainte présentée pendant la Conférence.

¹ Voir *Compte rendu provisoire* n° 30, Conférence internationale du Travail, 100^e session, Genève, 2011, p. 37.

4. Dans une communication datée du 23 septembre 2011, le gouvernement a présenté des observations concernant la plainte, qu'il a ensuite retirées par une communication du 26 octobre 2011. Le gouvernement a transmis de nouvelles observations dans une communication datée du 31 octobre 2011.
5. Au cours de sa 312^e session (novembre 2011), le bureau du Conseil d'administration a présenté un rapport au Conseil ², qui a pris acte de la proposition du gouvernement de Bahreïn selon laquelle:
 - a) il instituera une commission tripartite composée d'un membre désigné par le gouvernement, d'un membre désigné par la Fédération générale des syndicats de Bahreïn et d'un membre désigné par les employeurs de Bahreïn;
 - b) il veillera à ce que cette commission tripartite ait accès à tous les documents pertinents et siège toutes les semaines pour examiner, avec l'aide d'un conseiller juridique indépendant (BIT) si le gouvernement ou les représentants des travailleurs ou des employeurs en font la demande, la question des licenciements et des réintégrations signalés dans la plainte et transmettra le procès-verbal de ses sessions au Bureau international du Travail;
 - c) il fera parvenir au Directeur général deux rapports d'étape, l'un en janvier et le second en février 2012, dans lesquels sera indiquée la situation dans l'emploi de chaque travailleur. Tout renseignement supplémentaire qui s'avérerait nécessaire sera communiqué au Bureau avant l'ouverture de la session que le Conseil d'administration tiendra en mars 2012.
6. Sur la recommandation de son bureau, le Conseil d'administration a invité le Directeur général à apporter au gouvernement de Bahreïn ou aux représentants des travailleurs et des employeurs toute l'aide et tout le soutien qu'ils pourraient solliciter en l'espèce et à faire rapport sur la situation au Conseil d'administration à sa prochaine session en mars 2012. Le Conseil d'administration a également noté que, sur cette base, le Bureau a reporté tout examen de la plainte à la prochaine session du Conseil d'administration qui se tiendra en mars 2012 ³.
7. Compte tenu de la décision susmentionnée du Conseil d'administration et en réponse à une demande datée du 3 février 2012, que la Fédération générale des syndicats de Bahreïn (GFBTU) a reçue et qu'elle a transmise au Directeur général du BIT, une mission dirigée par M^{me} Doumbia-Henry, directrice du Département des normes internationales du travail, a séjourné dans le pays du 29 février au 11 mars 2012. Pendant la mission, le 11 mars 2012, les mandants tripartites ont signé un «Accord tripartite concernant les questions soulevées dans le cadre de la plainte en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT contre Bahreïn pour non-respect de la convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958, présentée par des délégués à la 100^e session (2011) de la Conférence internationale du Travail.»
8. Au cours de sa 313^e session (mars 2012), le bureau du Conseil d'administration a soumis un rapport pour examen au Conseil d'administration. Sur la recommandation du bureau et en se basant sur les éléments présentés, le Conseil d'administration a pris la décision suivante:
 - a) suspendre l'examen de la plainte pendant la session en cours en attendant l'achèvement (et la soumission) des rapports du gouvernement et du Directeur général pour la 316^e session du Conseil d'administration en novembre 2012;

² Voir document GB.312/INS/16/1.

³ Voir relevé des décisions, décision sur la 16^e question à l'ordre du jour, 18 nov. 2011.

- b) demander au gouvernement de continuer à présenter des rapports au sujet de la mise en œuvre effective de l'accord tripartite signé par les mandants tripartites de Bahreïn le 11 mars 2012 et de rendre compte au Conseil d'administration à sa 316^e session (novembre 2012) des progrès accomplis en vue de la pleine application des dispositions dudit accord;
- c) demander au Directeur général d'écrire au gouvernement, à la Fédération générale des syndicats de Bahreïn (GFBTU) et à la Chambre de commerce et d'industrie de Bahreïn (BCCI) pour les féliciter des importants progrès accomplis et les inviter à poursuivre dans cette voie; et
- d) demander au Directeur général de prendre les mesures qui s'imposent pour apporter toute l'assistance technique sollicitée par les mandants tripartites si le gouvernement ou les représentants des travailleurs ou des employeurs en font la demande, pour garantir l'application effective de l'accord tripartite, et de faire rapport au Conseil d'administration, à sa 316^e session (novembre 2012) au sujet des progrès accomplis ⁴.

9. Le 11 avril 2012, la GFBTU a envoyé au Bureau une communication demandant l'envoi d'urgence d'une mission à Bahreïn afin d'évaluer les progrès de la mise en œuvre de l'accord tripartite, et a indiqué que des faits nouveaux concernant les travailleurs licenciés et les cas en suspens demandaient de toute urgence l'attention de l'OIT. La mission, qui avait été prévue à l'origine pour mai 2012, a dû être reportée, et elle a eu lieu du 7 au 10 octobre 2012, sous la direction de M^{me} Doumbia-Henry, responsable du Secteur des normes et principes et droits fondamentaux au travail. Le gouvernement de Bahreïn, la GFBTU et la Chambre de commerce et d'industrie de Bahreïn ont pleinement appuyé la mission et mis à sa disposition toutes les informations qu'elle a demandées. Un débat sur l'éventuelle adoption d'un accord tripartite complémentaire a été amorcé. Cependant, même si certains progrès ont été accomplis, il n'a pas été possible d'aboutir à un accord pendant la mission.

10. Dans une communication datée du 25 octobre 2012 et adressée au Directeur général du BIT, le ministre du Travail du Royaume de Bahreïn, S. E. M. Jameel Mohamed Ali Humaidan, a soumis un rapport d'étape sur les questions liées à la plainte. Ce rapport figure à l'annexe.

11. L'article 26 de la Constitution de l'OIT dispose ce qui suit:

1. Chacun des Membres pourra déposer une plainte au Bureau international du Travail contre un autre Membre qui, à son avis, n'assurerait pas d'une manière satisfaisante l'exécution d'une convention que l'un et l'autre auraient ratifiée en vertu des articles précédents.
2. Le Conseil d'administration peut, s'il le juge à propos, et avant de saisir une commission d'enquête selon la procédure indiquée ci-après, se mettre en rapport avec le gouvernement mis en cause de la manière indiquée à l'article 24.
3. Si le Conseil d'administration ne juge pas nécessaire de communiquer la plainte au gouvernement mis en cause, ou si, cette communication ayant été faite, aucune réponse ayant satisfait le Conseil d'administration n'a été reçue dans un délai raisonnable, le Conseil pourra former une commission d'enquête qui aura pour mission d'étudier la question soulevée et de déposer un rapport à ce sujet.
4. La même procédure pourra être engagée par le Conseil soit d'office, soit sur la plainte d'un délégué à la Conférence.
5. Lorsqu'une question soulevée par l'application des articles 25 ou 26 viendra devant le Conseil d'administration, le gouvernement mis en cause, s'il n'a pas déjà un représentant au sein du Conseil d'administration, aura le droit de désigner un délégué pour prendre

⁴ Voir les procès-verbaux de la 313^e session du Conseil d'administration, décision concernant la 13^e question à l'ordre du jour, paragr. 210 (document GB. 313/PV).

part aux délibérations du Conseil relatives à cette affaire. La date à laquelle ces discussions doivent avoir lieu sera notifiée en temps utile au gouvernement mis en cause.

12. Bahreïn a ratifié la convention n° 111 le 26 septembre 2000, et elle est donc en vigueur dans ce pays depuis le 26 septembre 2001. Parmi les auteurs de la plainte, 11 étaient délégués des travailleurs de leurs pays respectifs à la 100^e session de la Conférence à la date du dépôt de la plainte. Ils étaient donc habilités à déposer plainte, conformément au droit que leur confère le paragraphe 4 de l'article 26 de la Constitution, s'ils estimaient que Bahreïn n'assurait pas d'une manière satisfaisante l'exécution de cette convention. Cela signifie que les conditions établies au paragraphe 1 de l'article 26 de la Constitution concernant la recevabilité de la plainte sont remplies.
13. Les auteurs de la plainte ont demandé au Conseil d'administration de proposer des mesures visant à assurer le respect effectif en droit et en pratique de la convention fondamentale susmentionnée. C'est au Conseil d'administration qu'il incombe de se prononcer sur cette demande. Une discussion quant au bien-fondé de la plainte ne saurait être envisagée au stade actuel. De fait, cela serait contraire au caractère judiciaire de la procédure prévue à l'article 26 et aux articles suivants de la Constitution, selon lesquels le Conseil d'administration ne saurait examiner une plainte quant au fond tant qu'il n'a pas reçu les observations du gouvernement mis en cause et que celles-ci n'ont pas été évaluées de manière objective par un organe impartial. Cette discussion n'aurait pas lieu d'être non plus tant que le Conseil d'administration reste saisi d'une proposition de renvoyer la plainte à une commission d'enquête ou tant que la plainte est en cours d'examen par la commission d'enquête. S'il doit y avoir une commission d'enquête – et c'est au Conseil d'administration d'en décider en vertu de l'article 26, paragraphe 4, de la Constitution –, ce n'est que lorsque la commission d'enquête aura fait rapport sur le fond que le Conseil d'administration sera éventuellement appelé à prendre des mesures.
14. On rappellera que la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations a communiqué des observations au gouvernement de Bahreïn concernant le non-respect de la convention mentionnée dans la plainte soumise en vertu de l'article 26 de la Constitution.
15. Conformément à la pratique établie, lorsqu'une commission d'enquête a été nommée, les questions apparentées dont sont saisis les divers organes de contrôle de l'OIT sont renvoyées devant celle-ci.
16. Les membres du bureau sont appelés à décider de la recevabilité de la plainte et à renvoyer la question devant le Conseil d'administration pour examen. C'est au Conseil d'administration qu'il reviendra d'adopter les décisions nécessaires quant à la procédure à suivre concernant la plainte soumise en vertu de l'article 26 de la Constitution.

Projet de décision

17. *Le bureau du Conseil d'administration recommande au Conseil d'administration de:*
 - a) *demander au gouvernement de fournir un rapport sur la mise en œuvre effective de l'accord tripartite concernant la plainte signée par les mandants tripartites de Bahreïn le 11 mars 2012 et de faire rapport au Conseil d'administration à sa 317^e session (mars 2013) sur les progrès accomplis pour mettre pleinement en œuvre les dispositions de cet accord;*

- b) prier le Bureau de prendre les mesures qui s'imposent pour apporter toute l'assistance technique nécessaire aux mandants tripartites, si le gouvernement ou les organisations signataires de l'accord, la GFBTU ou la BCCI, en font la demande, pour garantir l'application effective de l'accord tripartite, de prendre des mesures pour favoriser l'instauration d'un climat de relations du travail saines et de faire rapport au Conseil d'administration à sa 317^e session au sujet des progrès accomplis; et*
- c) sur cette base, reporter sa décision concernant la plainte à sa 317^e session (mars 2013).*

Annexe I

Rapport d'avancement sur les questions relatives à la plainte



**KINGDOM OF BAHRAIN
MINISTRY OF LABOUR**

**UPDATE BY
THE GOVERNMENT OF BAHRAIN
ON THE ISSUES RELATED TO
THE COMPLAINT FILED BY WORKER DELEGATES
AT THE 100TH SESSION (2011) OF THE
INTERNATIONAL LABOUR CONFERENCE**

October 2012



KINGDOM OF BAHRAIN
MINISTRY OF LABOUR

**ON THE ISSUES RELATED TO THE COMPLAINT FILED BY WORKER DELEGATES AT THE
100TH SESSION (2011) OF THE INTERNATIONAL LABOUR CONFERENCE
ALLEGING VIOLATIONS OF THE OBLIGATIONS OF CONVENTION 111 ON DISCRIMINA-
TION (EMPLOYMENT AND OCCUPATION):
THE GOVERNING BODY SHOULD NOT CONSIDER THE COMPLAINT:
THE ISSUES HAVE BEEN EFFECTIVELY ADDRESSED BY THE GOVERNMENT OF BAHRAIN**

SUMMARY

1. The Complaint under Article 26 of the ILO Constitution filed against the Kingdom of Bahrain by Worker Delegates to the June 2011 International Labour Conference seeks relief for an issue that has been effectively addressed by the Government of Bahrain for many months. Moreover, for the Governing Body to consider this complaint would be procedurally unprecedented since there is no supervisory record that would substantiate the basis for an Article 26 commission of inquiry.
2. The Government of Bahrain has taken effective action to address the concerns reflected in the complaint involving workers that were dismissed from their jobs for failing to attend work during the period February/March 2011, through the reinstatement, re-employment or other agreed settlement for these cases. About 98 percent of nearly 5,000 cases of suspensions and dismissals have been resolved. The small number of remaining cases either pending in court or pending the decision of a worker to accept the re-employment or other resolution being offered.
3. The Government of Bahrain has also worked on a tripartite basis to resolve the dismissal issue and also consulted with officials of the International Labour Office on an on-going basis on this matter. The results achieved by the Government of Bahrain involving some 98 percent of the cases has been an extraordinary undertaking requiring the commitment of the entire Government of Bahrain at the highest levels. The matter is now fundamentally resolved, and any remaining issues that arise related to these workers should be handled through the normal applicable laws, procedures and courts.
4. There is no practical purpose to be served by maintaining this item on the agenda of the Governing Body. Consequently, if the Complaint is not withdrawn, the Government of Bahrain calls on the



**KINGDOM OF BAHRAIN
MINISTRY OF LABOUR**

Governing Body not to give this complaint any consideration going forward and to remove it from the agenda.

5. The extensive efforts taken by the Government of Bahrain, in cooperation with the General Federation of Bahrain Trade Unions (GFBTU) and the Bahrain Chamber of Commerce and Industry (BCCI), to reinstate dismissed workers in Bahrain is a consequence of the events of February/March 2011, when some civil servants and employees in the private sector decided to express their political views by attending protests and otherwise not going to their jobs. In some cases, this was in response to a call for a strike by a trade union or other worker association official. While the peaceful expression of political views is protected under the laws and Constitution of the Kingdom of Bahrain, political protest is simply not a legal excuse for the unauthorized absence from work -- even more so for civil servants who have the obligation to attend their employment on behalf of the state.

6. Therefore, a number of workers in the public sector found themselves under disciplinary investigation for violations of the Civil Service Law. Other workers in the private sector found themselves terminated by their employers for being absent or leaving their jobs with no authorization or bona fide excuse, in violation of the applicable laws and regulations.

7. Despite the background for these dismissals, the Government of Bahrain took a number of extraordinary measures to advance reconciliation - through reinstatement or re-employment of these workers. His Majesty King Hamad bin Isa Al Khalifa has also lent his authority and support to this agenda, and made a number of statements, including his Ramadan address of August 28, 2011, emphasizing the importance of reconciliation and calling for those that had only committed offenses against him, and not other criminal acts, to be forgiven and not to be dismissed from their employment or otherwise punished.

8. The government has undertaken consistent efforts over the last 18 months to respond to the dismissal issue. The first response was to establish an extraordinary mechanism to review the dismissals in the private sector. On April 30, 2011, the Prime Minister, His Royal Highness Prince Khalifa Bin Salman Al Khalifa, established a special committee to review and assess whether dismissals were related to the events of February/March 2011, and whether they were in accordance with the requirements of the Labour Law for the Private Sector. The committee publicly requested all workers who believed their dismissal to be wrongful and related to such events to file a request for review.

9. The Committee adopted criteria for the review based upon the Labour Law provisions for the



**KINGDOM OF BAHRAIN
MINISTRY OF LABOUR**

dismissal of employees for unexcused absences from work, and also taking into consideration whether there were separate allegations of criminal conduct. The Committee concluded that most of the dismissals reviewed were related to the political events and did not follow the procedures required to terminate employees for unexcused absences.

10. In addition, the report of the Bahrain Independent Commission of Inquiry was completed in November 2011, and includes recommendations on dismissals (para. 1723), which ask the government to (a) ensure the remaining dismissed employees have not been dismissed because of the exercise of their right to freedom of expression, opinion, association or assembly, and (b) use all its powers to ensure that public corporations and other employers who dismissed employees for failure to appear at work at the time of the demonstrations treat them in a way that is at least equal to that provided to civil servants.

11. Thus the BICI report does not conclude there has been any blanket infirmity in terms of the dismissals; rather it asked the government to assure that the dismissals were in accordance with law and international obligations - and in any cases of illegal dismissal in the private sector that the government use its best efforts to obtain reinstatement. The government has actually gone beyond the recommendations of the BICI report, and has sought the reinstatement, re-employment or other agreed resolution for all workers absent a criminal referral. The BICI report points to the positive decision to reverse all of the dismissals in the civil service that had already been implemented by late November 2011, and encouraged further efforts in the private sector, including with the state-invested sector. Here again, the government has gone beyond the recommendation, and virtually all workers from the state-invested companies, over 99 percent, are now reinstated, re-employed or have bona fide offers. A small number, less than one percent, have pending court cases or are otherwise unresolved.

12. On February 29, 2012 the Government of Bahrain announced the results of an intensive and multi-agency process to advance national reconciliation through the reinstatement of public and private sector workers in Bahrain. The process undertaken also met the commitments made to carry out the reinstatement recommendations of the Bahrain Independent Commission of Inquiry (BICI), as contained in the report released on November 23, 2011.

13. The results of the government review process include the full reinstatement of 180 workers covered by the Civil Service Law who had been formally dismissed from the public service. They all were returned to employment no later than January 1, 2012. One worker could not be returned because of a criminal conviction.



**KINGDOM OF BAHRAIN
MINISTRY OF LABOUR**

14. The efforts undertaken by the government also have resolved most of the cases in the private sector on the basis of reinstatement, agreed upon reemployment, or other resolution.

15. Of the 2462 private sector cases reviewed by the government, some 2297 have been either reinstated or reemployed elsewhere (reinstated : 1783 cases , reemployed elsewhere :515 cases) , some 22 cases refuse to rejoin the same companies ,Some cases were determined unrelated to the political events (43 cases) , some other workers did not seek any action from the Ministry of Labour (30 cases). and 70 cases are in the process of being re-employed through the Ministry of Labour placement program. If these re-employment cases are also considered as representing an effective response to the needs of the workers, the percentage of cases addressed is 98 percent. (appendix No:1)

16. In recognition of the progress made, on March 11, 2012 an important agreement on the issues related to the complaint on the application of Convention 111 was signed by His Excellency Mr. Jameel Humaidan, Minister of Labour, Mr. Salman Al-Mahfoodh , General Secretary of the GFBTU, and Mr. Othman Sharif Al-Rayes, Vice-President of the BCCI. The March 11, 2012 agreement specifically recognizes the progress made on the reinstatement of workers and lays out additional agreed steps to resolve the remaining reinstatement issues in the context of a cooperative approach by the three parties.

17. The foundation for this agreement is (i) the work that has been done by the government of Bahrain to assure that workers illegally or unfairly dismissed as a result of the political events in the country in February/March 2011 were reinstated in both the civil service and the state-invested major companies of the private sector, and (ii) the cooperative national tripartite committee process chaired by the Ministry of Labour that was launched in December to resolve remaining reinstatements in the private and public sectors following the proposal put forward by the Government of Bahrain at the November 2011 ILO Governing Body meeting.

18. A delegation from the International Labour Office that visited Bahrain from February 29 to March 11 2012, was helpful in facilitating the March 11, 2012 agreement, and also offered to provide relevant technical assistance to the parties going forward.

19. It was understood that the tripartite agreement reached was the basis for further cooperation of the Parties on any remaining reinstatement concerns. The agreement recognizes that all workers in the state-invested enterprises, including all members of enterprise trade union boards who were dismissed, were reinstated or in the process of reinstatement.



**KINGDOM OF BAHRAIN
MINISTRY OF LABOUR**

20. To advance the work under the Tripartite Agreement, two teams were established. A technical team of the MOL, GFBTU and BCCI to exchange information on what workers were still seeking reinstatement, the facts of those cases, and action taken on such cases. This work was designed to maximize the level of common agreement and coherence as to the workers covered under the scope of the agreement and their status. A legal team led by MOL was also established to address any legal issues that arose with regard to any of the workers being reviewed by the tripartite technical team.

21. Regular meetings were held to follow up the work of the MOU, and weekly meetings were also held on a bilateral basis between the Minister of Labour and the General Secretary of the GFBTU. (appendix No:2)

22. The agreement committed the Parties to reconcile the final figures for other private sector workers and workers in the public sector, although it was agreed that most government workers were back at work. Some additional cases cited by the GFBTU involving civil service workers and workers employed by other government agencies not under the Civil Service Law remained to be considered under the terms of the March 11 tripartite agreement. The Parties also agreed to resolve the remaining cases and to secure reinstatements where possible, and otherwise provide compensation and re-employment opportunities as appropriate.

23. It took somewhat longer than originally forecast for the GFBTU to present its final lists of names of workers that may have been within the mandate of the review effort.

24. With regard to public sector employees, the GFBTU ultimately provided a list of 131 names that they claimed had not been reinstated or otherwise resolved. Some 63 of those workers had been reinstated, and all other cases fully explained as to their status to both the GFBTU and the ILO technical mission that visited Bahrain from October 8-10, 2012. . (appendix No:3)

25. The only remaining issue to be resolved is 21 temporary workers that were on one year term contracts that were dismissed three months into those contracts. They have been offered an extension of nine months to complete those contracts, but are asking for permanent civil service positions rather than annual contracts. But permanent civil service positions must be posted and competitively bid under the required procedures and these workers cannot be reinstated to a better status than they enjoyed previously. The contract extension offer remains on the table, and has been accepted by some workers in a similar position.

26. Consequently, the Government of Bahrain is of the view that all cases in the public sector, 100%,



**KINGDOM OF BAHRAIN
MINISTRY OF LABOUR**

have been addressed and resolutions offered. Any other matters or concerns that arise going forward should and must be dealt with under the normal procedures of the civil service law, regulations and administrative courts intended to handle any such grievances.

27. With regard to private sector employees, virtually all cases in the major companies (those companies that accounted for the GFBTU officers and membership impacted by the dismissals) are resolved or have bona fide offers of resolution. Of the 1765 workers impacted in the major companies sector, only a handful, or less than 1 percent, are subject to litigation or otherwise have no offer of resolution from the company. Those cases must now be handled within the judicial process for the appropriate decision.

28. In one major company there are 45 workers who have not yet accepted offers of reinstatement because of disputes over whether the positions being offered are equivalent to their prior positions. The Government of Bahrain has reviewed the position descriptions and believes they are equivalent and should be accepted. The Government has continued to encourage that these workers accept going back to work while any disputes about the positions be further negotiated in good faith. So far the workers have not done so. To try to resolve the matter, the Government has encouraged that the company hire an international job classification expert to again review the position descriptions and to follow the conclusions and recommendations of that expert should there be any different conclusion on the equivalence of the positions determined by such an expert. At the same time, if the workers continue to refuse the offers of reinstatement, their recourse is to the courts of Bahrain.

29. The most difficult and complicated part of the process has been with regard to the small and medium enterprise sector. Some 91 percent of the some 697 cases registered have been resolved through reinstatement, re-employment or other agreed resolution - but 63 cases remain. As a practical matter some of the enterprises where these people were employed no longer exist or have down-sized for economic reasons. At the same time while the Ministry of Labour has offered re-employment support through its placement programs, these workers have not yet decided that an acceptable job has been identified for them. It is now the case, however, that there is no further opportunity to have them re-employed in their prior positions and the legal authority to determine whether their dismissal was legal and if they have any recourse against the prior employer is again with the courts of Bahrain. There is no further action the Government can undertake for these 63 cases other than support for re-employment. Any other relief should be with the courts.

30. A final category of workers that were raised subsequent to the March 2012 Tripartite Agreement by the GFBTU are trainees under a government-sponsored program called Tamkeen. These are trainees placed for six month to two year periods in both private sector jobs and government agen-



**KINGDOM OF BAHRAIN
MINISTRY OF LABOUR**

cies. The GFBTU provided a subsequent list of 155 Tamkeen trainees that were dismissed from their placements subsequent to February/March 2011. The Government has succeeded in resolving 100% of these cases, replacing 127 of these trainees into their former enterprise or agency, and the additional 28 into other placements.

31. Overall, the Government of Bahrain has successfully resolved some 98 percent of the almost 5000 cases of suspensions and dismissal cases that were registered through the Government's procedures and in dialogue with the GFBTU. This is an extraordinary achievement. But the scope of action available to the Government of Bahrain is now exhausted. A small number of cases are in litigation (only the courts have the legal authority to rule on whether a dismissal was illegal and to order the relief for any such dismissal), and any other worker has the right to pursue remedies with the courts. At the same time the Ministry of Labour will continue to offer all available assistance to re-employ any worker that still seeks employment. Other possible disputes about job equivalence or other grievances should be handled as routine labour disputes under the normal public sector and private labour law procedures.

32. ILO technical team visited Bahrain, from October 8-10, 2012, during which the team acknowledged that Bahrain has achieved significant progress, and provided some suggestions to the management of the companies regarding resolving the remaining cases through equitable settlements. The Ministry of Labour followed-up such issues and our efforts resulted in reinstating the majority of the pending cases. Such results shall be sent to the ILO before the end of October 2012.

33. There is simply no reason to maintain the question of whether to consider the Article 26 Complaint on the agenda of the Governing Body. The Government of Bahrain has taken extraordinary efforts to reinstate, re-employ or otherwise reconcile with workers that were dismissed during the political events of February/March 2011 -- even though they failed to appear at their jobs or violated their obligations as civil servants. This same spirit of reconciliation should now be applied by those that filed the Complaint. It should be withdrawn -- and a path of cooperative and constructive dialogue pursued going forward.



BACKGROUND: THE GOVERNMENT'S RESPONSE TO THE EVENTS OF FEBRUARY/MARCH 2011

34. Beginning on February 14, 2011, the Kingdom of Bahrain experienced demonstrations calling for political changes. These demonstrations did not take place in compliance with the legal permitting process and disrupted normal activities in the capital of Manama. They were also accompanied by acts of vandalism and violence.

35. Several important steps have been taken by the government since that time to address the consequences of the February-March period, and also the causes. The future peace and stability of the nation depends upon an effective process to do so, and clearly all parties in Bahraini society must be willing to engage in the dialogue and the consensus-building necessary for success.

36. Since March 2011, the Government of Bahrain has taken the initiative to advance both reconciliation and further political reform. His Majesty King Hamad bin Isa Al Khalifa has lent his authority and support to this agenda, and made a number of important public statements, including his Ramadan address of August 28, 2011, affirming the need for reconciliation, further political reform and equal treatment under the law. The steps already taken include (1) judicial accountability for those that committed crimes during the attempt to overthrow the government, including members of the security forces who might have committed violations against protesters or detainees, (2) a National Dialogue process that resulted in recommendations for additional political and social reforms, and (3) the appointment of the Bahrain Independent Commission of Inquiry (BICI), chaired by Professor Cherif Bassiouni, which on November 23, 2011 issued a full and independent report and recommendations on all of the events in Bahrain.

37. On the same day the BICI report was issued, His Majesty King Hamad Bin Isa Al Khalifa accepted without reservation the report and all its recommendations, and a process was established to implement them. The process has involved intensive work by virtually the entire senior level of Bahrain's Government coordinated by His Highness Shaikh Muhammad bin Mubarak Al Khalifa, Deputy Prime Minister, and has been overseen by the special national committee established to oversee the implementation of the BICI recommendations under the chairmanship of His Excellency Ali bin Saleh Al-Saleh, the Chairman of the Shura Council. The commitment was made by the government to make progress on the implementation of all recommendations by the end of February 2012, and the national commission formally reported on the status of the implementation of the recommendations on March 20, 2012. A further follow-up report was published in June 2012.



KINGDOM OF BAHRAIN
MINISTRY OF LABOUR

38. Among the recommendations contained in the BICI report were two elements related to the dismissal of workers as a result of the February/March 2011 events. Recommendation No (1723) of the BICI report has two subparagraphs (a) and (b) related to the reinstatement of dismissed workers. Paragraph 1723(a) recommends actions: "To ensure the remaining dismissed employees have not been dismissed because of their exercise of their right to freedom of expression, opinion, association, or assembly." Paragraph 1723(b) likewise recommends the government: "To use all its powers to ensure that public corporations and other employers who dismissed employees for failure to appear for work at the time of the demonstrations treat them in a way that is at least equal to that provided by the GOB to civil servants."

39. The actions taken by the government, in cooperation with the GFBTU and the BCCI, exceed the scope of the recommendations contained in the BICI report. With regard to the 180 completed dismissals in the civil service noted in the BICI report, a circular was subsequently issued by His Excellency Shaikh Khalid bin Abdullah Al Khalifa, Deputy Prime Minister and Vice President of the Civil Service Council on December 20, 2011 which required "All government entities governed by the Civil Service Law to reinstate all the (180) employees who were dismissed based on disciplinary decisions on the background of the recent events, as of the first of January 2012." This directive was implemented by the CSB, and all 180 dismissals were withdrawn before January 1, 2012.

40. Moreover, all disciplinary investigations that had been opened involving some 1870 additional members of the civil service that could have resulted in their dismissals were terminated under the directive that they were to receive no more than a two-week suspension for violations that were committed during the relevant period.

41. In addition, a number of steps have been taken by the government to resolve the private sector dismissal issues. As indicated, the first response was on April 30, 2011, when His Royal Highness Prince Khalifa Bin Salman Al Khalifa, the Prime Minister, established a special committee to review the issue of worker dismissals, and to establish whether the dismissals related to the events of February and March 2011 were in accordance with the Labour Law for the Private Sector, Decree Law No. 23 of 1976.

42. The Committee convened for the first time on May 2, 2011. It was chaired by the Minister of Labour, and other members of the Prime Minister's Committee included the (i) President of the Civil Service Bureau, (ii) the Under-Secretary of the Ministry of Justice and Islamic Affairs and (iii) the President of the Legislation and Legal Opinions Office. The committee publicly announced its work and solicited all workers who believed their dismissal related to the events of February and March to file a request for review with the committee. The work of the committee was announced on radio and television and in the print media, and the Ministry of Labour consulted regularly with the GFBTU on its work.



**KINGDOM OF BAHRAIN
MINISTRY OF LABOUR**

43. The Committee adopted criteria for the review based upon the provisions contained in the Labour Law relating to the dismissal of employees for unexcused absences from work, and also taking into consideration whether there were separate allegations of criminal conduct by the employees. These criteria were generally based upon those established in Chapter 14 of the Labour Law.

44. The Prime Minister's Committee established a universe of 2,462 workers who were dismissed during the relevant period. The review process was largely completed by early July 2011.

45. The majority of the dismissals were at large enterprises, such as Bahraini Petroleum Company (BAPCO), Bahraini Telecommunications Company (BATELCO), Arab Shipbuilding and Repair Yard (ASRY), Gulf Air, Aluminium Bahrain (ALBA), Bahrain Airport Services (BAS), Bahrain National Gas Company (BANAGAS) and the Gulf Aluminium Rolling Mill Company (GARMCO).

46. On July 2, 2011 His Royal Highness the Prime Minister issued a finding urging the reinstatement of all employees the committee had determined were not dismissed in accordance with the legal notice requirements.

47. Immediately thereafter, on July 5, 2011 the Minister of Labour sent written letters to companies, and follow-up letters on July 18, instructing them that the workers dismissed should be reinstated within ten days. A number of reinstatements occurred in the period from July. At the same time, there was no specific legal authority upon which the Minister of Labour could order the reinstatements. Under the Labour Law for the Private Sector the recourse for a worker wrongfully dismissed is through the courts, and many wrongful dismissal cases were filed. . (appendix No:4)

48. The Minister of Labour also made additional outreach efforts with the private sector after the August 28, 2011 Ramadan speech of His Majesty King Hamad ibn Isa Al Khalifa encouraging that workers dismissed for crimes against the King, and not for other reasons, be reinstated. On September 11, 2011 the Minister wrote to the Bahrain Chamber of Commerce and Industry asking them to undertake efforts with their member companies to address reinstatements based upon the guidance from His Majesty the King.

49. In addition, efforts were made by Deputy Prime Minister Sheikh Khalid bin Abdullah Al Khalifa to also encourage the state-invested companies to move forward on the reinstatements. The Deputy Prime Minister held a meeting with the companies on October 19, 2011 to reaffirm the policy of the government in favor of finalizing the reinstatements of the workers determined to have been ille-



**KINGDOM OF BAHRAIN
MINISTRY OF LABOUR**

gally dismissed by the special committee of the Prime Minister, chaired by the Minister of Labour.

50. By mid-August more than 500 workers had been reinstated, and by mid-October some 820 workers had been reinstated. In other cases, private employers continued to resist certain reinstatements since they view the actions of the workers that stopped coming to work in February and March, often in circumstances that put vital company operations at risk, as a grave breach of the relationship between employee and employer.

51. The government then determined on October 23, 2011 that the Minister of Labour would undertake one additional round of conciliation efforts with each company with workers still on dismissal that the Prime Minister's Committee determined to have a claim for reinstatement based upon the termination process used. In those cases where such efforts were not successful, the Minister of Labour would refer those cases to the courts which has the legal authority to resolve them under the Labour Law.

52. At this time, it may also be the case that companies were waiting to see the results and findings from the BICI report before taking final decision on reinstatements. Given the recommendations from the BICI report issued on November 23, 2011 the Minister of Labour again wrote to companies on November 29 noting the need for reinstatements, and the commitments of His Majesty the King and His Royal Highness the Prime Minister that all BICI recommendations be fully implemented.

53. The process and deadline for implementing the BICI recommendations further accelerated the high level attention given to the remaining reinstatements. Substantial progress had been made over the prior months, and by the end of 2011 more than 900 workers had been reinstated, but a number of cases remained, and concerns about the conditions placed on some of the reinstatements and movement on certain trade union enterprise union board members remained significant issues.

54. Consequently, on February 9, 2012, H.E. Sheikh Khalid bin Abdullah Al Khalifa, Deputy Prime Minister, wrote a further communication to all of the state-invested enterprises instructing them that all reinstatements should be finalized within one week, by February 16, and that workers should be reinstated on the prior contracts without new conditions. In addition, Deputy Prime Minister Sheikh Khalid and other officials of the government under the leadership of His Highness Sheikh Muhammad bin Mubarak Al Khalifa, Deputy Prime Minister, continued to work diligently on clearing any remaining obstacles in the way of individual reinstatements. For example, H.E. Sheikh Khalid bin Abdullah Al Khalifa, Deputy Prime Minister, wrote to the Office of Public Prosecution formally asking whether a criminal case was still pending against 38 workers - and was able to get a formal verification that



**KINGDOM OF BAHRAIN
MINISTRY OF LABOUR**

the case had been dropped so that their reinstatements could proceed . (appendix No:5)

55. All of these efforts led to a public accounting by the government on February 28 to the national commission overseeing the implementation of the BICI report recommendations that 97 percent of the cases in the state-invested sector has been resolved, and 96 percent of the private sector cases were addressed through reinstatement, reemployment or otherwise determining no further governmental action was necessary.

56. Thereafter, the progress announced was memorialized in the tripartite agreement of March 11, and additional cooperative progress made with the GFBTU in narrowing any remaining differences on individual cases. In the intervening period since the March agreement, the GFBTU presented further names for review by the Ministry of Labour, including some 155 persons under the Government's Tamkeen program that places trainees in public and private enterprises for period of six months to two years. The Government has now gotten all of these trainees back into the prior placements or in new placements , Tamkeen cases are not employed persons but trainees on two years training contracts, their salaries are fully subsidized by the Government)

57. Also since March, the GFBTU developed a list of 131 additional names related to the public sector that have been fully vetted and resolved by the Government. Some 63 of the workers from this list were verified to be reinstated, while some others were dismissed for violations unrelated to the political events, voluntarily retired, had contracts that expired, or have received a final court conviction that requires their separation from the civil service. Only 21 workers on annual contracts have not yet accepted the reinstatement offers to return to work on the same basis as they were dismissed, claiming they want permanent civil service positions. Such positions can only be provided under the competitive procedures of the Civil Service, and cannot be guaranteed as part of the reinstatements to the term contracts.

58. Although it was agreed with the GFBTU in March Tripartite Agreement that 100 percent of the cases in the state-invested sector have been reinstated or were in the process of reinstatement, a handful of cases have not resulted in reinstatements because of litigation, and in one case offers to 45 workers for reinstatement have not been accepted by them and a resolution has not been reached with five other workers. Nevertheless, the reinstatements or other resolution in this sector still reaches 99 percent of all cases and all GFBTU union officials.

59. With regard to the remaining private sector, the GFBTU also submitted some 37 additional cases



**KINGDOM OF BAHRAIN
MINISTRY OF LABOUR**

that were not on the list in March. These cases have also been vetted by the Ministry of Labour. It is the Government's position that all but 99 of 697 cases have been resolved. While the GFBTU claims that 147 of 734 cases remain. The Ministry of Labour has explained to the GFBTU that there a number of cases on their list are unrelated to the political events of February/March 2011, involve people that have now started their own businesses, or workers who are only seeking compensation in court and not reinstatement.

RECENT EVENTS AND WORKER RIGHTS IN BAHRAIN

60. The government of Bahrain has worked over the last decade to put in place a legal regime that protects worker rights and has allowed for the development of an independent and important trade union movement. The Trade Union Law of 2002 provides the necessary legal framework to protect the rights of workers to organize independent trade unions, and the growth of the GFBTU since that time as a respected independent trade union movement is confirmation of the operation of the law in practice.

61. While the efforts to develop a legal regime in compliance with all ILO norms remain a work in process, there have been tangible results. Indeed, in recognition of these positive developments in March 2008 Bahrain was selected as the first country in the region to enter an agreement with the ILO to implement a National Program for Decent Work. Moreover, Bahrain was the first country in the region to make modifications to the sponsorship system to better assure protections of migrant workers and facilitate their movement between employers. It is also the first country in the region to implement an unemployment insurance program to support both the Bahraini and non Bahraini workforce. As recently as early 2011 a number of these achievements were lauded by both the International Labour Organization and the international trade union movement.

62. Since March 2011, there has been no effort or policy by the Government of Bahrain to roll back trade union rights or any labour protections. On the contrary, the efforts of the government to further protect the rights of vulnerable workers such as domestic workers or the rights of the disabled to enter the workplace remain robust and on-going.

63. Indeed, in the letter addressed to His Highness Sheikh Muhammad bin Mubarak Al Khalifa, Deputy Prime Minister, by the General Secretary of the GFBTU Salman AlMahfoodh on March 13, 2012, the commitment of the government to worker and trade union rights is specifically cited by the GFBTU General Secretary.



KINGDOM OF BAHRAIN
MINISTRY OF LABOUR

64. Most recently, in September 2012, Bahrain passed additional improvements to the labour law that for the first time provide full labour protections for domestic workers. The new labour law also provides enhanced protections for women workers, including enhanced maternity benefits, and better protections for child workers.

THE WORKER DELEGATES COMPLAINT AT THE ILC

65. The complaint filed at the June International Labour Conference by certain worker delegates alleging violations of Bahrain's obligations under Convention 111 on Discrimination (Employment and Occupation) should not result in any action by the Governing Body. Indeed, the government of Bahrain is fully committed to assuring that it complies with the obligations of Convention 111. The Committee of Experts has provided observations in 2009 and 2010 about some improvements in the legal framework, including in the labour law, that Bahrain could take to make more explicit legal protections for certain groups from employment discrimination, including the modifications to the sponsorship system which was enacted.

66. Under the March 11, 2012 Tripartite Agreement the parties, including the government of Bahrain, have already welcomed technical assistance from the ILO on potential further legal reforms and institutional capacity for the effective implementation of Convention 111. The Government of Bahrain continues to anticipate such technical assistance being provided by the ILO.

67. Meanwhile, the allegations made in the complaint to the ILC with regard to opinion, belief or trade union status have never been considered by the Committee of Experts or the regular supervisory procedures of the ILO. There is simply no basis in fact or precedent to suggest the issues raised should be the basis of the most serious supervisory mechanism of the ILO, an investigation by a Commission of Inquiry. Indeed, the reality is that all of the trade union executive board members of the major state-invested enterprises have been reinstated to their positions.

68. In reviewing the facts the government of Bahrain recognizes the underlying concern that motivated the complaint of the worker delegates were worker dismissals that occurred in the context of the political movement to overthrow the government. But the specifics of the complaint as to the events in Bahrain and the government's policy and actions with regard to such dismissals are plainly wrong. The government of Bahrain has worked consistently and transparently to address the dismissal issues, and it has been essentially resolved as reflected in the March 11 tripartite agreement.



KINGDOM OF BAHRAIN
MINISTRY OF LABOUR

69. Indeed, under the terms of the Special Committee appointed in April 2011 by the His Royal Highness, the Prime Minister, long before the March 11 tripartite agreement, the government of Bahrain reviewed the facts of each worker dismissed in the private sector to conciliate and mediate in their reinstatement, and to support them in re-employment, as appropriate. The Ministry of Labour also sought to assure that all eligible workers received their unemployment insurance benefits. Moreover, the government has also taken initiatives to resolve any cases identified for review of workers in the public sector that were dismissed for alleged violations of their civil service law obligations.

70. The worker complaint alleges that the dismissals are a violation of Convention 111 because they were made on the basis of a "workers opinion, belief and trade union affiliation." The complaint gives a distorted context in which these dismissals occurred. The complaint is built upon the following incorrect foundation statement:

71. Following a series of peaceful demonstrations in the months of February and March, demanding economic and social changes and expressing support for ongoing democratization and reform, a large number of union members, trade unionists and leaders have been dismissed. All those directly, or indirectly, supporting the demonstrations have also been affected and suffered various forms of sanctions at work. (Text of Worker Delegate Complaint filed at June 2011 ILC)

72. There are various inaccuracies conveyed in this premise for the complaint which the government of Bahrain has documented for any objective observer. First, while no doubt many who came to protest during this period were peaceful, there were many others that were not. Indeed, despite the government position that peaceful demonstrations would be permitted to continue without any interference, elements of the movement advocated and participated in acts of violence, including the murder of police and innocent migrant workers, large scale vandalism, and intimidation of peaceful citizens by roving bands. (appendix No:6)

73. In short, the breakdown of public safety and security caused by such elements that were associated with this movement were what necessitated action by the security forces of the country to restore civil order and public security. The toleration of national chaos was simply not a responsible option. The restoration of public safety was accomplished with limited loss of life and injury, and despite continuing small-scale confrontations with security forces by youths that commit serious acts of vandalism and violence against the police, there has been relative calm and limited violence since March 2011.



KINGDOM OF BAHRAIN
MINISTRY OF LABOUR

74. Second, no doubt many who came to protest were "demanding economic and social changes" and "expressing support for ongoing democratization and reform," as characterized in the complaint, and if that was all that was being demanded it is unlikely that the growing violence described above would have required the police action taken by the government. The fact is that important elements of the movement on the streets began demanding the overthrow of the government and the death of the royal family. And the increasing acts of violence associated with such demands and the unwillingness of important leadership elements of the protest movement to engage in political dialogue with high-level government representatives made clear that in the context of the "Arab Spring" there were those that very much believed the overthrow of the government would be achieved.

75. In addition, the general strike called by the GFBTU was done not only in contradiction to the provisions of Article 21 of the Trade Union Law of 2002 that govern the conditions for legal strikes in Bahrain, but also without regard to the GFBTU's own internal procedures for calling strikes. Even putting to the side these fundamental violations of the obligations of the GFBTU leadership with regard to the procedures to follow with regard to calling a strike - the strike action was also done with absolutely no notice to the employers of the companies impacted by it, which also violates a fundamental obligation in the right to strike. . (appendix No:7)

76. Furthermore, the GFBTU actually called for a general strike on two separate occasions during the political events of February/March 2011. The first strike threat was made by the GFBTU in protest of the government's action to end the demonstrations at the GCC Roundabout that had begun on February 14 without any permit according to the law and which continued in violation of the legal requirements for holding protests.

77. The GFBTU called for a strike to begin on February 20. That same date, the Minister of Labour issued a letter warning to the GFBTU that the proposed strike was in violation of the requirements of Bahraini law to hold a legal strike. The GFBTU ended up calling off that strike presumably because the government announced that Bahrainis would be allowed to peacefully protest at the Roundabout, and such protests resumed on February 17.

78. However, on March 13 as the crisis escalated and the efforts of the government to establish a political track for negotiation were rejected by leaders of the protest movement, the GFBTU a second time called a general strike this time effective immediately. Meanwhile, beginning on March 15 the government consistent with the Bahraini constitution invoked a state of national safety for a 90-day period so as to re-establish the rule of law and public safety, and the effort to overthrow the government ultimately failed.



**KINGDOM OF BAHRAIN
MINISTRY OF LABOUR**

79. The strike initiated by the GFBTU was continued until March 20. Some number of workers followed the strike call by the GFBTU, and employers began to terminate workers who simply did not come to work and who had not obtained permission not to do so. It was in this context that the dismissals at issue occurred.

80. It must be acknowledged that the Bahrain Independent Commission of Inquiry (BICI) reached the judgment that the strike was "within the bounds of the law." The rationale provided by BICI in para. 1448, is that the strike was related "at least in part, to concerns for the safety and mistreatment of workers, calls for improvement in the socio-economic conditions of their members and their families, and assurances against retaliation against participating members," consistent with the purposes outlined in Article 20 of the Trade Union Law of 2002.

81. Furthermore, the BICI determined, as the government itself had done through the conclusions of the Special Committee, that the dismissals in the private sector did not meet the procedural requirements of the Labour Law for the Private Sector. Similarly, BICI found the Civil Service dismissals procedurally defective. Regardless of the basis of that finding, all such dismissals in the civil service were reversed and those workers reinstated no later than January 1, 2012.

82. Most importantly for the ILO proceedings, the BICI report in para. 1453 suggests that there was discrimination in these dismissals implicating the obligations of Convention 111- but not discrimination related to trade union status as alleged in the pending worker complaint filed at the ILC in June 2011, but discrimination related to religious sect.

83. Again regardless of the potential rebuttal to any particular finding or conclusion, what is most important in this matter is that the government embraced all of the recommendations of BICI, including those with regard to the dismissals. Indeed, as already indicated, the efforts by the government on the reinstatements actually go beyond the BICI recommendations. The policy and approach of the government, as initiated by the review process in April, as emphasized by His Majesty the King in August, and as implemented for the civil service and the state-invested enterprises in 2011, is that all workers dismissed in the context of the February/March 2011 events should be reinstated absent being subject to a criminal proceeding. This policy and position is also reflected in the tripartite agreement signed on March 11, 2012.

84. Consequently, there is simply no basis in fact or precedent for the Governing Body to take any action on the pending Article 26 complaint other than to decide there is no purpose to be served in further reviewing a matter which has already been fully reviewed by the government of Bahrain and



by a fully independent Commission of Inquiry. Furthermore, and most importantly, the substantive concern behind the complaint has also been resolved through the reinstatements of almost all workers dismissed, and re-employment and other support being provided to those where reinstatement has not been possible.

THE PENDING COMPLAINT SHOULD BE WITHDRAWN OR REJECTED

85. While there is clearly no basis to seek to proceed with the pending Article 26 complaint, as the complaint remains pending for decision of the Governing Body it is necessary for the government to address the specific allegations in the complaint on the failure of the government to meet its obligations on non-discrimination under Convention 111. The specific allegations in the complaint to be addressed, include the following:

1. The Government has failed to meet its constitutional obligation towards non-discrimination and, despite ratification of Convention No. 111, discrimination in employment and occupation has been sanctioned on an increasing scale in both the private and public sectors.
2. The process of reprisals against workers was initiated by official authorities requesting the submission of reports on absences from work and of threatening to use legal action and measures ranging from pay cuts to termination of employment. This process has been further emulated by the private sector.
3. Large-scale dismissals from employment have taken place on such grounds as workers' opinion, belief and trade union affiliation, after lists were drawn up to screen them systematically. Some 2,000 workers have thus been dismissed including many on the basis of videos and photos identifying participants and demonstrations as grounds for dismissal.
4. Mechanisms were set up to look into complaints against dismissals in both the public and private sectors with no guarantees of redress for established abuses by employers and Government.
5. Doctors and health-care workers have similarly been dismissed and/or affected in their professional lives on the sole grounds of treating victims of acts of brutality during demonstrations.
6. The same joint committee of major companies that announced the formation of committees to investigate dismissals in response to the Prime Minister's earlier call, is now publicly threatening trade union leaders with criminal and civil prosecution in case they do not resign. The management of one company, Gulf Aluminium Rolling Mill Company - GARMCO, wrote a letter telling dismissed workers that their relationship with the Company ended with the decision to dismiss them, leaving them with the limited right to address the Company on individual and personal grievances.
7. New hiring processes are taking place with explicitly stated preference for specific workers on



KINGDOM OF BAHRAIN
MINISTRY OF LABOUR

such grounds as opinion, belief, trade union affiliation and national extraction.

8. Workers and new recruits are being requested to sign also political allegiance and pledges restricting their rights at work, including the right to strike and the right to certain benefits, as a pre-condition for their continued employment.

9. In at least one instance (the board of the General Organization for Social Assurance), workers' representatives on a tripartite body have been excluded from taking part in board meetings on the basis of their trade union affiliation.

(Text of Worker Delegate Complaint Filed at June 2011 ILC)

RESPONSE TO SPECIFIC ALLEGATIONS OF THE COMPLAINT

86. This document addresses the specific allegations in the complaint in the context of the overall response of the government of Bahrain as to what has occurred with regard to worker dismissals and the actions taken by the government in that regard.

87. Allegation One:

a) The Government has failed to meet its constitutional obligation towards non-discrimination and, despite ratification of Convention No. 111, discrimination in employment and occupation has been sanctioned on an increasing scale in both the private and public sectors.

b) This is a general statement, lacking specifics. The ILO Committee of Experts has commented on the compliance of Bahrain with the obligations of C. 111 on several occasions, and as recently as 2010. The comments of the Committee suggested no such trend in Bahrain, and largely raised issues that involve gender equality and access for women to training and vocational education opportunities and requested further information about measures taken under Bahrain's National Strategy for the Advancement of Women. The Committee also asked for additional information about equality of opportunity on the grounds other than gender enumerated in the convention, and enforcement and statistical data collection mechanisms in Bahrain. No concerns were expressed about "an increasing scale" of discrimination being sanctioned in the private and public sectors. Bahrain has also never been asked to appear before the Committee on the Application of Standards of the International Labour Conference.



KINGDOM OF BAHRAIN
MINISTRY OF LABOUR

c) These allegations relate to the work place dismissals that occurred in the context of the political crisis that swept the country in February/March 2011, when a lot of workers did not comply with their obligations to come to work either by choice or because their ability to do so was severely impacted because of the political situation in the country that included road blocks and transportation interruptions. At the same time, it must be acknowledged that the report of the BICI does find that there was a disparate experience in the dismissals of workers based on sect indicating a form of discrimination implicating Convention 111, but this issue has never been considered by any supervisory mechanism of the ILO, nor have there been any ILO findings in this regard.

88. Allegations two and three link the lay-offs in Bahrain to alleged political opinion or trade union status discrimination:

a) The process of reprisals against workers was initiated by official authorities requesting the submission of reports on absences from work and of threatening to use legal action and measures ranging from pay cuts to termination of employment. This process has been further emulated by the private sector.

b) Large-scale dismissals from employment have taken place on such grounds as workers' opinion, belief and trade union affiliation, after lists were drawn up to screen them systematically. Some 2,000 workers have thus been dismissed including many on the basis of videos and photos identifying participants and demonstrations as grounds for dismissal.

c) These allegations appear to either intentionally or inadvertently merge together two separate issues. First, is the fact that certain public sector employees decided to absent themselves from work to participate in demonstrations and strike against the government. Failing to come to work without permitted leave is a violation of the Civil Services Law in Bahrain, as it would be in any country, and any decision of public employees to fail to come to work is an action that subjects such employees to disciplinary procedures and potential dismissal. No government would tolerate public employees failing to come to work in violation of the law.

d) The disciplinary procedures used by the government with regard to such workers were consistent with the Civil Services Law. Nevertheless, the government of Bahrain, at the urging of the political leadership of His Majesty the King and His Royal Highness the Prime Minister, took extraordinary measures to first limit dismissals from the public service despite the number of employees that committed violations of illegal work stoppages that make them liable for such loss of employment, and



then ultimately to reverse the 180 dismissals that did occur.

e) A similar experience occurred in a number of firms in the private sector. Some workers failed to come to work in favor of attending demonstrations or otherwise engaging in strike action which was not initiated pursuant to the legal requirements of the Trade Union law in Bahrain. A number of companies took action to terminate such employees. With regard to such workers, however, the government almost immediately established a special committee to review every such case to assess whether such dismissals complied with the requirements of the Labour Code. Finding that most dismissals did not follow the procedural requirements, between July 2011 and February 2012 the government undertook a successful effort to encourage the reinstatement of most workers in the private sector who were dismissed, even though the law does not provide for a legal right of reinstatement for most workers other than trade union officials - the applicable legal relief is actually for a court to assess the required level of compensation for an illegal dismissal.

89. Allegation four:

a) Mechanisms were set up to look into complaints against dismissals in both the public and private sectors with no guarantees of redress for established abuses by employers and Government.

b) The statement here is correct that mechanisms were established to look into the issue of dismissals in both the public and private sector. Indeed, these mechanisms were designed to establish precisely what the allegation says they are not - to assure that any abuse in terms of dismissal would be corrected - and that is precisely what happened in Bahrain. In fact, the government set up procedures to assure that the law is appropriately applied and that workers who were not dismissed according to the established legal procedures are able to be reinstated. At the same time, the underlying premise of the allegation is again incorrect. The general abuse that occurred is the failure of workers to come to their places of employment and to engage in strikes or illegal work stoppages not permitted under the Labour Law for the Private Sector or the Civil Service Law.

c) H.M the King gave a Ramadan address to the nation on August 28, 2011 emphasizing the importance of reconciliation and calling for those that had only committed offenses against him, and not other criminal acts, to be forgiven and not to be dismissed from their employment or otherwise punished. This message was well-received and supported by the GFBTU, as it was by different segments of Bahraini society.

d) Moreover, the conclusions and recommendation of the BICI report, and the government's full ac-



ceptance of them, also gave additional momentum and a committed timeline by the end of February for the reinstatement process in the private sector (across-the-board reinstatements for all those dismissed in the civil service were effective as of January 1, 2012). This could be accomplished most clearly in the state-invested enterprises, which involved two-thirds of the workers impacted, where the government had the ability to encourage the reinstatements. The government also effectively addressed almost all other affected workers in the private sector by the end of February through achieving reinstatements, re-employment or other resolution.

MEDICAL PERSONNEL

90. Allegation five:

a) Doctors and health-care workers have similarly been dismissed and/or affected in their professional lives on the sole grounds of treating victims of acts of brutality during demonstrations.

b) There is no basis for the allegation that medical personnel are being dismissed or are being prosecuted for simply treating patients. Some medical personnel committed serious criminal acts. Others breached their ethical obligations as medical professionals. These facts are also substantiated in the BICI report.

c) By February 18, 2011 the Salmaniya Medical Complex, had been effectively taken over by the protesters and was being used to coordinate their activities as an annex to the GCC Roundabout. Soon thereafter, the facility entrances were blocked with ambulances and other equipment and the protesters exerted control over who would get access to the hospital.

d) There was no longer effective control over major parts of the hospital facility by its administration or any security - rather it was now run by the protesters and the medical personnel that were in sympathy with their objectives.

e) There was no police presence -- because of threats of violence towards police officers and the government was trying to avoid any provocations or additional violence. The protesters and medical personnel sympathetic to them also began to block access points to the emergency room, including by welding doors. Access to medical care was arbitrarily blocked, emergency calls ignored



**KINGDOM OF BAHRAIN
MINISTRY OF LABOUR**

and political rallies held at the hospital. Medical records were manipulated and patient injuries were mischaracterized. Other medical personnel not trusted by those supporting the protesters, including foreign nurses, were threatened and intimidated. Because of the loss of control over the facility, the government had to make alternative arrangements to open private hospitals or the military hospital to patients that otherwise should have received treatment at Salmaniya.

f) Certain protesters and sympathetic medical personnel also began to stage anti-government rallies in front of the Ministry of Health every morning, blocking the access to the building.

g) Probably the most extraordinary is the allegation of some type of poison gas being used by the police or security forces on the demonstrators. Any such use of chemical agents by the police or security forces would have jeopardized their own safety and probably would have impacted large numbers of civilians given the close proximity of these demonstrations to major population centers in downtown Manama.

h) Similar fabrications for media purposes were also made with regard to the type and number of injuries suffered by protesters. In other instances, claims were made that people that died from natural causes actually died from protest related injuries.

i) Only as part of the decision to restore public order in mid-March was the government able to return normal administrative functioning to the hospital to serve the medical needs of all citizens and to provide security for patients to enter the hospital without intimidation.

j) At no time did the government act to prevent any parties from receiving medical attention. The opposite was the case. The government took measures to re-establish security control over the hospital so that all citizens could be treated.

k) The results of a subsequent official investigation by the Ministries of Justice and Health concluded that in addition to protesters taking control of the gates and access to the hospital, the following criminal actions took place during the period between February 18, 2011 and the reassertion of police control on March 16, 2011:

l) Some patients were either refused treatment or received limited treatment based on their religious sect.

m) Some security personnel and foreign workers were kidnapped and detained at the hospital.



- n) The hospital was used to store weapons, including several firearms, bladed weapons, and incendiary devices, such as Molotov cocktails.
- o) Several physicians made untrue statements as to the number of injured and the nature of their injuries in an attempt to inflate them for media purposes.
- p) Some physicians caused or aggravated injuries to make the situation seem more sensational for media purposes.
- q) Some physicians performed surgeries that were neither necessary nor appropriate and allowed selected press to film such operations again to try to dramatize events for media purposes.
- r) As the investigation found, certain medical personnel sympathetic to the movement committed various crimes for which they are now being prosecuted. The 48 doctors and other medical personnel who are being prosecuted are a relatively very small number as compared to the overall staff at Salmaniya, indicating that most medical personnel, regardless of their political views, carried out their professional medical responsibilities. Twenty of them are being prosecuted on charges that include illegal occupation of the hospital, weapons charges, theft of medicine and medical equipment, and incitement to overthrow the regime. The other 28 face lesser charges. Ultimately, of the twenty that faced more serious charges the Office of Public Prosecution has decided to stop the criminal charges against 15 of the 20, in favor of recommending those 15 be subjected to medical disciplinary boards, but not criminal charges.
- s) Given that Salmaniya is the main hospital center for the entire country, with a number of critical capacities centrally located there, such as chemotherapy and dialysis, the actions by certain medical personnel were extremely serious and put at risk many people who were either blocked from being treated or were too intimidated by the environment at the hospital to dare go there. The importance of Salmaniya is underscored by the fact that of the 9,000 medical personnel that work within the Ministry of Health medical services system, some 5,000 are at Salmaniya, with the remaining 4,000 at the other 23 health centers and other facilities across the country.

91. Allegation 6:

- a) The same joint committee of major companies that announced the formation of committees to investigate dismissals in response to the Prime Minister's earlier call, is now publicly threatening trade union leaders with criminal and civil prosecution in case they do not resign. The management



of one company, Gulf Aluminium Rolling Mill Company - GARMCO, wrote a letter telling dismissed workers that their relationship with the Company ended with the decision to dismiss them, leaving them with the limited right to address the Company on individual and personal grievances.

b) Much of this allegation is also unsubstantiated and incorrect. The Prime Minister made no such call for major companies to establish committees to investigate dismissals. Quite the opposite, the Prime Minister established a special committee chaired by the Minister of Labour to undertake the review described in detail above which has already resulted in the reinstatement of hundreds of workers. The threat in the letter by the joint committee of major companies to seek damages against the union leadership for the losses incurred through the illegal strike was in fact made. However, this was discouraged by the government, and there has been no action taken to move forward on this threat, and none is expected.

92. Allegation seven:

a) New hiring processes are taking place with explicitly stated preference for specific workers on such grounds as opinion, belief, trade union affiliation and national extraction.

b) The Ministry of Labour has not received complaints that new hiring processes are occurring on the basis alleged. Here, again, without any substantiated allegation it is not possible for the government to respond. Such discrimination would violate Bahrain's obligations under Convention 111, articles of Bahrain's Constitution and provisions of the Labour Law. At the same time, the government of Bahrain has made a request to the ILO to provide technical assistance to the government under the national Decent Work Programme on potential additions to the legal regime to assure that it effectively implements the obligations of Convention 111, and this request was also repeated as part of the tripartite agreement signed on March 11, 2012.

93. Allegation eight:

a) Workers and new recruits are being requested to sign also political allegiance and pledges restricting their rights at work, including the right to strike and the right to certain benefits, as a pre-condition for their continued employment.

b) Any requirement for a worker to sign any such a pledge is inconsistent with the legal rights of workers and would be null and void under the law of Bahrain. The government of Bahrain has is-



sued a directive that makes that clear and encourages any firm that has developed such a pledge to withdraw it.

94. **Allegation nine:**

a) In at least one instance (the board of the General Organization for Social Assurance), workers' representatives on a tripartite body have been excluded from taking part in board meetings on the basis of their trade union affiliation.

b) The government is aware of the complaint made by the GFBTU about the exclusion of two specific GFBTU members from these board meetings. The issue is that the board membership is periodically renewed, and during the latest renewal since the two workers are on dismissal from their prior company, it was not clear they could legally represent works on this board so the designation was left open. This matter is now being litigated by the GFBTU in court. The government will abide by whatever decision the court makes in this matter. In the meantime, if these workers are fully reinstated in may be possible to resolve this matter without further court proceedings.

c) The final allegation in the complaint is that "all attempts by trade unions to reinstate social dialogue have been shamefully rejected by the Government." This is simply and categorically untrue. The GFBTU continues to meet regularly with the Minister of Labour under the established social dialogue committee that has been functioning for many years in Bahrain. That dialogue remains robust, and they meet on a weekly basis.

d) The GFBTU was also invited to participate in the National Dialogue initiated by H.M the King in July 2011, and the GFBTU was able to fully participate in that process. The GFBTU was the designated union representative on the tripartite committee to address dismissals established in December, and also is a signatory with the Minister of Labour of the March 11, 2012 agreement.

e) Moreover, the General Secretary of the GFBTU as recently as March 20, 2012 was present at an event with the entire government and other leaders of Bahrain, when His Majesty the King received the report from the Chairman of the Committee on the implementation of the BICI recommendations. The General Secretary of the GFBTU had the opportunity to speak directly to H.M. the King at that meeting.

f) The following day, on March 21, 2012, His Majesty the King met with the Executive Board of the GFBTU to make clear that the legitimacy of the GFBTU is respected and supported by the Govern-



**KINGDOM OF BAHRAIN
MINISTRY OF LABOUR**

ment and to encourage the work being done to resolve the dismissal cases.

g) Officers of the GFBTU also met with His Highness the Deputy Prime Minister Sheikh Mohammad bin Mubarak Al-Khalifa on May 22, 2012, to again confer on the status of the dismissal cases towards bringing a final resolution to the matter. Any suggestion that the GFBTU is unable to interact with officials of the government is simply groundless.

Annexe II

Fédération générale des syndicats de Bahreïn (GFBTU)

M. Guy Rider,
Directeur général

Bureau international du Travail

Le 31 octobre 2012

Monsieur le Directeur général,

Veillez trouver ci-joint le rapport de la Fédération générale des syndicats de Bahreïn (GFBTU) relatif à la plainte introduite en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT contre le gouvernement du Royaume de Bahreïn pour non-respect de la convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession). Ce rapport contient des tableaux donnant des informations actualisées sur les travailleurs et les employés restent à ce jour licenciés, dont le nombre atteint près de 750 et qui vivent dans la pauvreté et font l'objet de mesures de discrimination et d'oppression.

La GFBTU continue à penser que le gouvernement n'a pas assuré l'application pleine et effective de l'accord tripartite adopté par le Conseil d'administration à sa session de mars 2012. De plus, le gouvernement ne s'est pas engagé à tenir régulièrement des réunions de la commission tripartite comme le prescrit le Conseil d'administration du BIT dans la décision qu'il a prise à sa session de mars 2012.

Par conséquent, la GFBTU considère que les raisons ayant motivé la plainte demeurent valables et, en particulier, dénonce les violations persistantes de la convention n° 111.

La GFBTU tient à souligner que les rapports envoyés par le gouvernement du Royaume de Bahreïn ne reflètent que la position de ce dernier car ils n'ont pas été établis à l'issue de consultations avec les parties concernées. De fait, dans la mesure où il préside la commission tripartite, le gouvernement n'a pas assumé ses responsabilités quant au suivi de l'application de l'accord et il n'a pas fait régulièrement rapport sur les progrès accomplis.

Par conséquent, afin que sa position soit dûment prise en considération, la GFBTU demande que le présent rapport soit annexé au document du Bureau et distribué aux membres du bureau du Conseil d'administration afin qu'ils en tiennent compte lors de l'examen de la plainte pendant la session de novembre 2012 du Conseil.

La GFBTU considère également que le fait d'avoir refusé à la délégation de l'OIT l'autorisation d'assister au congrès qu'elle avait organisé à Bahreïn, à l'ordre du jour duquel étaient inscrits l'accord tripartite, ainsi que la campagne incessante menée dans les médias contre le BIT et les membres de son personnel, constituent des violations de la décision prise par le Conseil d'administration à sa session de mars 2012, qui met l'accent sur le droit de la fédération de solliciter l'assistance technique du BIT pour garantir l'application effective de l'accord tripartite.

Au vu de ce qui précède, la GFBTU demande à l'OIT de tout mettre en œuvre pour inciter le gouvernement à assurer l'application pleine et effective de l'accord tripartite, et pour ouvrir la voie à un dialogue sincère et équitable entre le gouvernement et la GBTU, l'organisation la plus représentative des travailleurs, et entre la direction des entreprises et les syndicats affiliés à la GBTU en vue de promouvoir de bonnes relations industrielles de même que la paix et la stabilité sociales.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur général, les assurances de ma très haute considération.

Rapport de la Fédération générale des syndicats de Bahreïn (GFBTU) concernant la plainte en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT déposée par des organisations syndicales contre le Royaume de Bahreïn pour non-respect de la convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958

I. Sur la question des violations et de la discrimination

- Il ressort des listes de noms vérifiées par la GFBTU que 750 travailleurs, dont 99 pour cent sont **chiïtes**, restent licenciés et n'ont pas été réintégrés dans leur emploi. Aucune avancée n'a par ailleurs été réalisée en ce qui concerne la question des salaires pendant la période de licenciement, des droits aux assurances sociales, des emplois qui ont été modifiés et de la discrimination contre les travailleurs réintégrés. Autant de questions qui restent à régler.
- La GFBTU rappelle qu'il est risqué et alarmant de considérer que le cas des personnes licenciées – et qui l'ont été en raison de leurs opinions, de l'exercice de la liberté d'expression, de leurs opinions politiques, de leurs croyances idéologiques et de leurs convictions culturelles – se limite exclusivement aux licenciements effectués pendant les événements de 2011. Les licenciements n'ont en effet jamais cessé depuis lors, et ont été opérés sous les prétextes les plus divers, mais en ciblant toujours la même catégorie de personnes. Diverses raisons ont été invoquées pour ces nouveaux licenciements, notamment les impératifs de sécurité, les restructurations, l'excédent de main-d'œuvre, les infractions administratives, etc., mais, pour peu que l'on vérifie scrupuleusement les faits et les situations, aucun d'entre eux n'est justifié. Cette forme de discrimination est très grave et dangereuse, et témoigne clairement de la gravité de la situation dans les entreprises des secteurs public et privé.
- Lors de la dernière réunion de la commission tripartite, qui s'est déroulée le 21 octobre 2012, le représentant du gouvernement membre de la commission, refusant d'aborder toute autre question, s'est contenté d'essayer à tout prix d'obtenir que la GFBTU approuve les déclarations du gouvernement, qui faisait valoir haut et fort, chiffres et pourcentages à l'appui, qu'une grande partie des travailleurs licenciés avait été réintégrée. Il s'agissait de faire oublier que le problème ne se limite pas à des considérations de pourcentage et qu'un grand nombre de travailleurs, ainsi que leurs familles, sont dépouillés de leur dignité, privés de conditions de vie décente, et condamnés à vivre dans la pauvreté et sous la menace de la répression. De fait, le représentant du gouvernement a déclaré que la commission tripartite ne doit s'intéresser qu'aux pourcentages et n'a pas à traiter d'autres questions liées à la dignité de la personne ou à la discrimination. Il a proposé d'examiner ce type de questions dans le cadre d'un comité bipartite qui réunirait le gouvernement et la GFBTU, ce qui revient à remettre en cause la finalité même de la commission tripartite.
- Malgré la rhétorique qu'il déploie au niveau international pour embellir la réalité, la situation du pays montre bien que le gouvernement est peu disposé à tenter de résoudre les problèmes. Le fait est que les personnes réintégrées, ainsi qu'un nombre important de travailleurs des secteurs public et privé, ont continué d'être victimes de politiques discriminatoires.
- La tendance régressive qui accompagne la réintégration des travailleurs licenciés s'est amorcée dès le mois de mai 2012, les pouvoirs publics menaçant alors de créer un syndicat «alternatif», et s'est poursuivie par la mise en place d'une prétendue Fédération libre des syndicats du Bahreïn (BLUFF), établie par le gouvernement et quelques employeurs sur la base de principes sectaires. Cette organisation n'est ni représentative ni indépendante, et se trouve donc dépourvue de toute crédibilité et de toute légitimité. Le fait est qu'elle a été créée suite au refus, par la GFBTU, d'une proposition du gouvernement qui lui demandait, pour prix de sa renonciation à la création de la BLUFF, d'accepter de clore le dossier des licenciements.
- La première grande campagne de réintégration qui a commencé en avril 2012, suite à la première mission de l'OIT à Bahreïn en février 2012, s'est terminée depuis lors, et aucune mesure digne de ce nom n'a été prise pour clore définitivement, et efficacement, cette question des licenciements, non plus que les autres – salaires, droits aux assurances sociales, discrimination sur les lieux de travail.

- L'appel que nous avons lancé en vue d'obtenir une réponse pleinement satisfaisante à la question des licenciements et à celle de la discrimination dans l'emploi et la profession se fonde sur l'article 18 de la Constitution, qui énonce que tous les citoyens sont également dignes et que tous sont égaux devant la loi sans discrimination aucune, qu'elle soit liée au sexe, à l'origine, à la langue ou à la religion. Il convient en outre de mentionner que la convention de l'OIT n° 111 a été ratifiée par Bahreïn en 2000. On ne peut dès lors que regretter que le gouvernement de Bahreïn soit encore bien loin d'offrir des garanties réelles pour promouvoir la non-discrimination entre travailleurs en matière d'emploi et de profession. Il convient de rappeler à cet égard que le Conseil d'administration du BIT a déjà soumis un ensemble de recommandations à la considération du gouvernement de Bahreïn.
- Nous avons renouvelé notre appel après les événements regrettables survenus le 14 février 2011 à Bahreïn, dans le cadre desquels des travailleurs des secteurs public et privé ont été licenciés en masse –selon la commission d'enquête indépendante dirigée par M. Bassiouni, qui, suite à ces événements, a enquêté sur les violations des droits de l'homme qui ont été commises et établi un rapport à ce sujet, 4 400 travailleurs et salariés ont été concernés. Au sujet des licenciements, M. Bassiouni a adressé au gouvernement les recommandations suivantes:
 - 1723 (A) Prendre les mesures nécessaires pour s'assurer qu'aucun des salariés licenciés n'a subi cette sanction pour avoir exercé son droit à la liberté d'expression, d'opinion, d'association ou de réunion;
 - 1723 (B) Tout mettre en œuvre pour s'assurer que les entreprises privées et les autres employeurs qui ont licencié les salariés qui ne se sont pas présentés au travail au moment des manifestations ne bénéficient pas d'un traitement plus favorable que celui qu'il accorde aux employés du service public.
- Le gouvernement de Bahreïn est par ailleurs tenu de rendre des comptes à l'OIT en raison de la plainte déposée contre lui en juin 2011 par douze organisations syndicales pour violation de la convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), convention qui a été ratifiée par le gouvernement de Bahreïn. Par la suite, le gouvernement de Bahreïn, représenté par son ministre du Travail et sous les auspices de l'OIT, a signé le 11 mars 2012 un accord tripartite par lequel il s'engageait à réintégrer dans leur emploi, sans aucune condition, l'ensemble des travailleurs licenciés ou suspendus, et cela avant le 1^{er} avril 2012. Au cas où cette réintégration s'avérerait impossible, le travailleur licencié devait se voir proposer un emploi offrant des conditions similaires en termes de grade, de statut, et de salaire. Qui plus est, le gouvernement s'engage, en vertu de cet accord, à faire en sorte que le dossier des licenciements soit clos fin mai 2012. Force est toutefois de constater que, pour l'heure, le ministre et le gouvernement n'ont pas respecté leurs engagements ni tenu leurs promesses, et qu'aucune solution pleinement satisfaisante n'a été apportée aux problèmes qui sont à l'origine du dépôt de la plainte.

Engagements pris par Bahreïn et observations de la Fédération générale des syndicats de Bahreïn (GFBTU)

Le tableau ci-après indique les engagements pris par le gouvernement de Bahreïn dans le cadre de l'accord tripartite signé le 11 mars 2012 et l'état d'avancement de leur mise en œuvre au 7 octobre 2012.

	Engagements	Observations de la GFBTU
1	Le gouvernement s'est engagé à réintégrer à leur poste 1 520 travailleurs licenciés d'entreprises publiques-privées.	91 travailleurs sont toujours licenciés, et 18 ont été arrêtés.
2	Le gouvernement et la Chambre de commerce et d'industrie de Bahreïn se sont engagés à faire en sorte de réintégrer à leur ancien poste les personnes licenciées dans le secteur public ou à trouver un emploi à celles qui ne pouvaient pas l'être.	426 personnes licenciées n'ont toujours pas été réintégrées.

Engagements	Observations de la GFBTU
3 Le gouvernement s'est engagé à réexaminer toutes les poursuites judiciaires entamées contre des fonctionnaires et à veiller à ce qu'elles soient conformes aux normes nationales et internationales.	a) Les personnes qui ont été acquittées n'ont pas retrouvé leur emploi. b) Celles qui ont été réintégrées dans le secteur public ont été suspendues ou font l'objet d'une enquête. c) Les procès engagés contre le groupe mis d'abord en accusation pour infraction grave puis pour infraction de gravité moyenne sont régulièrement reportés.
4 Le gouvernement s'est engagé à réintégrer dans leurs fonctions toutes les personnes licenciées dont les cas ne sont pas conformes aux normes susmentionnées et à leur verser les salaires et prestations qui leur sont dus.	A l'exception des travailleurs licenciés de l'université de Bahreïn, dans le secteur public, et de la Chambre de commerce, dans le secteur privé, aucune des personnes licenciées n'a perçu l'intégralité de ses salaires correspondant à la période de licenciement.
5 Le gouvernement s'est engagé à ce que tous les travailleurs réintégrés dans le secteur public retrouvent l'emploi qu'ils occupaient avant d'être licenciés ou suspendus. Lorsque cela n'est pas possible, il faudrait leur proposer des postes de même niveau, avec le même salaire, les mêmes prestations et indemnités, y compris des indemnités de transport, si nécessaire.	Certains travailleurs n'ont pas été réintégrés dans leurs fonctions, bien que leur ancien poste soit resté vacant, par exemple au ministère de la Santé, à la Commission des médias et au ministère de l'Education.
6 Le gouvernement s'engage à retirer des dossiers des fonctionnaires tous les documents relatifs aux événements de 2011.	Ces documents n'ont pas été retirés, et aucun ordre n'a été donné de le faire, ce qui empêchera les travailleurs réintégrés de bénéficier des promotions, primes, augmentations annuelles de salaire et assurances sociales afférentes à la durée du licenciement.
7 Toutes les entreprises publiques-privées s'engageront à réintégrer dans leurs fonctions tous les travailleurs qu'elles ont licenciés et présenteront leurs plans de réintégration le 20 mars 2012 au plus tard.	Engagement non tenu
8 La réintégration dans leurs fonctions de tous les travailleurs licenciés, quel que soit le lieu de travail, s'achèvera le 30 mai 2012 au plus tard.	Engagement non tenu
9 Retrait de tous les documents relatifs aux événements de 2011 des dossiers des travailleurs réintégrés dans le secteur privé.	Ces documents n'ont pas été retirés, et aucun ordre n'a été donné de le faire, ce qui empêchera les travailleurs réintégrés de bénéficier des promotions, primes, augmentations annuelles de salaire et assurances sociales afférentes à la durée du licenciement.
10 L'ensemble des parties s'engagent à renoncer à toutes les poursuites judiciaires qui ont été entamées.	Les travailleurs se sont engagés à renoncer à toutes les poursuites judiciaires, et la GFBTU a été notifiée oralement du retrait des plaintes intentées par les entreprises.
11 Les trois parties signataires s'engagent à veiller à ce que la réintégration des travailleurs se fasse en douceur et à rétablir la sécurité sociale.	La réintégration ne s'est pas faite en douceur, et de nombreux travailleurs continuent de subir les conséquences de ce processus.
12 Le gouvernement s'engage à étudier la possibilité de ratifier les conventions n° 87 et n° 98.	Aucune indication
13 La commission tripartite devrait poursuivre son travail pour faire en sorte que tous les travailleurs licenciés soient réintégrés.	La commission ne s'est réunie que deux fois depuis que l'accord tripartite a été signé. Un grand nombre de travailleurs n'ont pas retrouvé le poste qu'ils occupaient dans leur entreprise, bien que ces postes soient toujours vacants, par exemple au sein des ressources humaines.

Compte tenu des différentes informations ci-dessus, la GFBTU conclut à la persistance des motifs ayant conduit à la présentation de la plainte, qui porte en effet sur une discrimination en matière d'emploi et de profession telle que prévue par la convention n° 111 de l'OIT, texte toujours applicable. On trouvera ci-dessous des informations détaillées sur les violations constatées:

1. Aluminum Bahrain (ALBA)

- Certains travailleurs ont été mis à pied après leur licenciement.
- Les travailleurs réintégrés et les travailleurs d'obédience chiite se voient refuser des promotions.
- Malgré la déclaration selon laquelle elle acceptait de réintégrer les autres travailleurs ayant signé les accords établis par le BIT en mars 2012, l'entreprise a invité les travailleurs licenciés à signer de nouveaux accords prévoyant des conditions différentes. La société affirme que le BIT aurait approuvé ces nouveaux accords lors de la dernière visite d'octobre 2012.
- Tous les salariés chiites du service de la sécurité, des ressources humaines ou de l'informatique ont été remplacés par des travailleurs sunnites.
- L'entreprise a adopté une nouvelle politique qui lui a permis d'embaucher, pendant la période des licenciements, un nombre important de nouveaux travailleurs, tous sunnites, sans procéder à aucune vérification liée à l'emploi (tests, évaluation des qualifications et de l'expérience, etc.).

2. Bahrain Airport Services (BAS)

- Les autorités de l'aviation civile refusent toujours d'accorder au président du syndicat et à certains des salariés licenciés l'autorisation de travailler dans l'enceinte de l'aéroport.
- Les travailleurs réintégrés se sont vu refuser les réajustements de salaire et l'augmentation de salaire annuelle pour 2012 ainsi que la prime correspondant à cette même année.

3. Bahrain Petroleum Company (BAPCO)

- Des salariés employés au sein du service médical ou du service du marketing ont été remplacés par des travailleurs migrants ou sunnites; les travailleurs chiites ont été transférés dans d'autres services.
- Des travailleurs réintégrés se sont vu refuser des promotions et augmentations de salaire.

4. Ministère des Travaux publics

- Le ministère a annulé au moins deux missions de stagiaires en génie civil alors qu'il prenait en charge le coût de leurs études.

5. Ministère de la Santé

- Plusieurs des membres du personnel soignant ont fait l'objet de poursuites pour avoir prodigué des soins à des manifestants, assurant ainsi leur fonction d'assistance. Les intéressés ont été condamnés à des peines comprises entre trois mois et cinq ans et exclus de l'Association médicale du Bahreïn. La direction de cette association a été remplacée par une délégation gouvernementale suite à l'immixtion des pouvoirs publics dans les élections internes.

- Les membres du personnel soignant acquittés par la justice n'ont pas repris leurs fonctions. En effet, ils ont été visés par une nouvelle procédure devant le Conseil de la fonction civile et suspendus pendant trois mois, avec maintien de la rémunération, sans qu'ils soient informés de ce qui les attendait à la fin de cette période de suspension.
- Des fonctionnaires du service des ressources humaines ont été transférés dans d'autres départements sans rapport avec leur qualifications ni leur expérience ou mis à l'écart, aucune tâche ne leur étant plus confiée. Tous les intéressés étaient d'obédience chiite.
- Les travailleurs considérés comme démissionnaires de fait, qui se tenaient prêts à reprendre leurs fonctions compte tenu des négociations avec le gouvernement, ont été licenciés ou attendent toujours leur réintégration malgré les accords conclus en ce sens.

6. Ministère de l'Education

- Les fonctionnaires considérés comme démissionnaires de fait parce qu'ils avaient été contraints de s'absenter de leur travail pendant la période dite de sécurité nationale n'ont pas été réintégrés, malgré les accords conclus avec le ministère du Travail.
- La plupart des travailleurs réintégrés n'ont pas pu bénéficier des primes prévues.
- Certains fonctionnaires occupant des postes d'encadrement ou de supervision ont été affectés à d'autres lieux de travail.
- Les enseignants chiites font l'objet de provocations relatives à leur obédience sur leur lieu de travail.

7. Ministère de l'Information

- Les travailleurs licenciés au bénéfice d'un contrat à durée indéterminée (artistes ou fonctionnaires) ont été réintégrés mais pas dans leur poste d'origine mais dans d'autres fonctions de moindre importance.
- Tous les travailleurs licenciés par le ministère de l'Information au bénéfice de contrats à durée déterminée (dont certains s'étaient vu promettre un contrat à durée indéterminée avant leur licenciement) n'ont pas été réintégrés dans leur poste d'origine, et leur contrat n'a pas été renouvelé à la fin de leur engagement.
- Les travailleurs réintégrés font régulièrement l'objet d'enquêtes sur leur activité sur les forums de discussion et dans les médias sociaux.

8. Ministère de la culture

- Les six travailleurs licenciés ont été réintégrés mais pas dans le même service ni dans le même poste.

9. Autorités municipales

- Les travailleurs sous contrat à durée indéterminée qui avaient été licenciés n'ont pas tous été réintégrés sur leur lieu de travail.
- Certains des travailleurs sous contrat à durée déterminée, licenciés, ont été réintégrés puis licenciés de nouveau sous le prétexte que leur contrat était arrivé à échéance, alors qu'il y avait parmi eux des personnes travaillant depuis plus de six ans dans le cadre de ce type de contrats.

10. Gulf Air

- La compagnie vise particulièrement les travailleurs occupant des postes à hautes responsabilités et ne réintègre pas, pour des raisons confessionnelles, les personnes licenciées.
- Les travailleurs réintégrés dans le service des réservations se sont vus refuser par la direction de l'aviation civile l'autorisation de se rendre sur leur lieu de travail à l'intérieur de l'aéroport.
- Il est à craindre que la restructuration de la compagnie n'aboutisse au licenciement d'un groupe de travailleurs réintégrés, également pour des motifs confessionnels en ce qui concerne certaines personnes.
- On peut citer le cas d'un médecin shiite, chargé d'examiner les pilotes, qui n'a pas reçu l'autorisation de la direction de l'aviation civile d'exercer ses fonctions et qui se retrouve marginalisé et sans emploi.

11. GARMCO

- A certains des postes rétablis au département des ressources humaines, des employés ont été remplacés par des retraités pour des motifs confessionnels.
- Alors que les personnes licenciées n'ont pas été réintégrées dans leurs fonctions au motif qu'il n'y a plus de postes vacants, la compagnie annonce la vacance des postes en question et les pourvoit en engageant des travailleurs migrants et des Sunnites.
- Les nouvelles personnes arrêtées ont été licenciées de nouveau après leur réintégration malgré le fait que la preuve de leur relaxe par le ministère de l'Intérieur a été apportée.

12. Bahrain Telecommunication Company (BATELCO)

- Malgré la réintégration des travailleurs sous contrat à durée indéterminée, l'entreprise semble décidée à se débarrasser des Shiites sous le couvert de règlements à l'amiable qui lui permettent de faire des offres aboutissant au remplacement de ces travailleurs par des Sunnites.
- Les contrats des travailleurs, qui ont été réintégrés sous contrat à durée déterminée et travaillent dans le cadre de contrats de formation avec TAMKEEN, ont été modifiés avec le ministère du Travail et prévoient des conditions moins favorables.

13. Groupe sidérurgique pour le fer, la fonte et l'acier

- Tous ceux qui ont fait l'objet d'un licenciement étaient sous contrat de courte durée et appartenaient à un seul groupe confessionnel.
- Malgré la promesse qu'elle a faite au ministère du Travail de réintégrer les travailleurs licenciés, l'entreprise emploie un nouveau groupe de travailleurs qui appartiennent à un certain groupe confessionnel.

14. Secteur de la construction

- Bien que ce secteur n'ait pas connu, contrairement à d'autres secteurs, de grandes vagues de licenciement en raison du fait que la plupart des employeurs sont des Shiites, ces entrepreneurs sont aussi touchés parce que l'Etat leur refuse l'accès aux marchés publics. Celui-ci leur impose implicitement de se débarrasser de la main-d'œuvre shiite, en particulier des personnes occupant des postes à moyennes responsabilités et des travailleurs bien payés.

15. D'autres exemples de violations

- Mis à part ceux de l'université et de la chambre de commerce et d'industrie de Bahreïn, les travailleurs réintégrés n'ont pas reçu leur salaire.
- La plupart des travailleurs réintégrés n'ont pas eu droit aux prestations d'assurances sociales correspondant à la période de leur licenciement.
- Sur les 4 500 personnes licenciées et suspendues, plus de 400 environ n'ont pas encore été réintégrées.
- Les nouveaux postes dans les grandes entreprises et le secteur public sont complètement fermés aux travailleurs chiites.
- Les personnes licenciées qui ont cherché un emploi hors de Bahreïn, à savoir dans les Etats du Golfe, ont aussi été refusées à l'embauche pour des raisons inconnues, lesquelles sont probablement liées au licenciement pour des motifs confessionnels dont ces travailleurs ont fait l'objet à Bahreïn.
- Les attaques dans les médias se poursuivent contre les travailleurs licenciés, lesquels sont accusés de saboter l'économie, de porter préjudice au pays et de trahir les intérêts de Bahreïn, ce qui les rend vulnérables face au chômage.
- Malgré le fait que le gouvernement se soit engagé à offrir des incitations à l'embauche de personnes licenciées du secteur privé, au cas où celles-ci ne seraient pas réintégrées, il n'en reste pas moins qu'à l'heure actuelle, le marché du travail bahreïnien n'offre pas les niveaux de salaires auxquels peuvent prétendre les travailleurs licenciés compte tenu de leurs longues années d'expérience.

Tableau présentant les travailleurs licenciés et les travailleurs réintégrés (au 7 octobre 2012)

Entreprises purement privées (petites et moyennes entreprises - PME)

Le nombre total de travailleurs licenciés qui étaient employés par des PME et affiliés à la GFBTU s'élève à **640**, dont **214 cas ont été résolus**. Les **426** cas restants se répartissent comme suit :

Description du cas	Nombre	Observations
Il s'agit de personnes qui travaillent dans des sites différents mais souhaitent retourner à leur ancien poste	132	En raison d'un salaire trop bas ou de la nature du travail
Le ministère demande la clôture de leur dossier, faute de pouvoir les contacter	72	La GFBTU demande que leur dossier reste ouvert jusqu'à clôture complète du cas de chaque travailleur licencié
Le ministère fait valoir que les travailleurs ont des contrats à durée déterminée et qu'ils réclament une indemnisation pour la période allant jusqu'au terme du contrat	11	Leur contrat a été indûment résilié, étant donné que les entreprises en question sont rentables et engagent des travailleurs migrants d'une certaine confession
Le ministère cherche à les exclure parce qu'ils ont en leur possession des pièces de dossier liés à des mandats actifs	12	Majorité d'entre eux sont prêts à y renoncer à condition d'être réintégrés. La plupart de ces activités ne sont pas rentables.
Le ministère veut les exclure car ils ont été licenciés après septembre 2011 ou introduit à nouveau des noms	25	Tout indique que, sur l'ensemble des employés, seules les personnes en question ont été visées en raison de leur appartenance confessionnelle
Le ministère veut les exclure car ils n'ont aucun rapport avec les événements	19	Selon la GFBTU, leur licenciement est lié aux événements en question
Travailleurs illégalement licenciés en raison des	145	Les cas de 95 d'entre eux a fait l'objet d'un accord entre le

Description du cas	Nombre	Observations
événements, dont le cas n'a pas été résolu		ministère et la GFBTU
Le ministère indique qu'ils font l'objet d'un suivi et de placements dans un autre emploi	10	Sur les travailleurs concernés, six ont confirmé ne pas souhaiter reprendre leur ancien emploi
Total	426	

Entreprises publiques/privées

Au total, 1 520 personnes ont été licenciées de grandes entreprises (selon les informations données dans l'accord tripartite), et les cas énumérés ci-après restent en suspens:

Nom de l'entité	Nombre d'employés suspendus	Nombre d'employés licenciés	Observations
ALBA		60	Selon les informations détaillées dont dispose la GFBTU, il reste 60 cas en suspens, dont dix concernent des personnes qui n'ont pas été contactées pour signer un accord de réintégration et 49 des personnes qui l'ont signé, mais n'ont pas été réintégrées et n'ont pas touché leur salaire, plus un qui concerne un travailleur licencié après avoir été réintégré.
BABCO	14	6	Six personnes qui n'ont pas été contactées et 14 qui ont été suspendues et n'ont pas repris le travail.
GULF AIR		11	Trois cas concernent des stagiaires, plus un cas d'une personne licenciée sur la base d'accusations sans fondement, et huit personnes qui attendent qu'on leur délivre le laissez-passer pour travailler dans la zone d'embarquement.
BAS		10	Cinq travailleurs ont signé l'accord de réintégration mais n'ont pas reçu le laissez-passer pour rentrer sur le site de l'aéroport et ne perçoivent pas leur salaire; cinq autres travailleurs n'ont pas encore été convoqués pour signer l'accord.
JARMCO		6	En prison.
Total	18	91	

Annexe III: Secteur public

Selon les données dont dispose la GFBTU (figurant dans l'accord tripartite), dans les secteurs publics et semi-publics, le nombre de travailleurs licenciés est de 311, et le nombre de personnes suspendues s'élève à 560. Les cas énumérés ci-après sont encore en suspens:

Type d'entité	Nombre de cas					Observations
	Suspendus	Temporaires	Licenciés	Licenciés une seconde fois	Total	
Entités semi-gouvernementales	2	8	35	-	45	Cas en attente de résolution
Entités gouvernementales	37	30	4	33	104	Cas en attente de résolution

Annexe IV: Les personnes licenciées figurant sur la liste de TAMKEEN (1912):

Sur l'ensemble des personnes figurant sur la liste des personnes en formation dans le cadre du programme TAMKEEN (soit 1 912 personnes), on recense 154 cas de licenciement, répartis entre le secteur public et les grandes entreprises. Selon les données dont dispose la GFBTU, les cas énumérés ci-après sont encore en suspens:

Nom de l'entité	Nombre d'affiliés à la GFBTU	Observations
BATELCO	16	Refus de signer
Ministère de la Santé	36	Licenciés en dépit de ce que prétend le gouvernement
Ministère des Finances	6	Non encore réintégrés
Autorité chargée des questions d'information	3	Encore licenciés
Gulf Air	3	Le gouvernement estime que la responsabilité de réintégrer les personnes concernées ne lui incombe pas
Municipalités	1	Encore licencié
Tamkeen	1	Non encore réintégré
Total	56	

Violation des droits syndicaux prévus par les conventions n^{os} 87 et 98

On trouvera ci-après une liste de cas de violations des droits syndicaux, en particulier ceux reconnus par la convention (n^o 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, et la convention (n^o 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949.

1. Le décret n^o 35 a été utilisé aux fins de la création de syndicats bénéficiant du soutien des employeurs dans les entreprises BAPCO, BATELCOM, GULF AIR, BAFCO et dans d'autres entreprises afin de s'opposer aux syndicats déjà établis.
2. Le gouvernement a soutenu l'organisation du congrès fondateur de la Fédération libre en juillet 2012. De plus, le Premier Ministre a annoncé quelques heures après qu'il appuyait la volonté manifestée par le gouvernement de démanteler la GFBTU.
3. Le gouvernement a répondu favorablement à la demande – qu'il appuyait indirectement – de la Fédération libre (annoncé dans un entretien télévisé) de refuser l'octroi d'une accréditation d'invités aux membres de la GFBTU qui souhaitent participer à son deuxième congrès général en octobre 2012.
4. Certaines entreprises, comme Rolling Alumium, ont directement demandé aux travailleurs migrants de se désaffilier de la GFBTU pour rallier la Fédération libre, selon les témoignages des travailleurs migrants eux-mêmes.
5. La GFBTU continue d'être critiquée dans les médias par la Fédération libre et les journalistes qui travaillent pour le gouvernement, l'accusant de trahison et lui reprochant de nuire à l'intérêt national. Ils exigent sa dissolution.
6. Tous les partis représentés au parlement, sans exception, se sont érigés contre la GFBTU et l'ont accusée d'œuvrer à des fins politiques et d'actes de trahison. Ils ont demandé à ce qu'elle soit dissoute et traduite en justice.
7. Tous les partis représentés au parlement, à l'exception d'un seul, refusent de publier les déclarations et les dépêches de la GFBTU, sauf lorsqu'il s'agit de relayer les attaques dont elle a fait l'objet.

8. Toute activité de négociation collective avec les employeurs a cessé dans la plupart des syndicats. En outre, certains locaux de syndicats ont été fermés, comme chez BAS et BAFCO par exemple, alors que dans d'autres le prélèvement de la cotisation a été interrompu. De plus, les entreprises ne traitent plus avec la GFBTU et les syndicats qui y sont rattachés, et la pratique consistant à désigner une personne pour lui rendre hommage à l'occasion du 1^{er} mai n'est plus suivie.
9. Les accords relatifs aux mécanismes de négociation collective conclus avec la GFBTU ont été abrogés.
10. Après avoir gagné un procès intentés contre eux, les syndicalistes de BAPCO ont été reconvoqués devant la justice, ce qui porte à croire que des syndicalistes d'autres entreprises contre lesquels des procès analogues avaient été intentés risquent aussi d'être convoqués.

Nous vous remercions de votre coopération et vous savons gré des efforts sincères que vous mettez en œuvre pour faire respecter les normes et principes de l'Organisation internationale du Travail.



السيد سلمان جعفر المحفوظ
الأمين العام

Annexe III

Chambre de commerce et d'industrie de Bahreïn ADMIN/263/2012

Le 6 novembre 2012

M. Guy Ryder
Directeur général
du Bureau international du Travail
4, Route des morillons
CH-1211 Genève 22
Suisse

Monsieur le Directeur général,

La Chambre de commerce et d'industrie de Bahreïn (BCCI) tient à exprimer son respect et sa gratitude au BIT pour le soutien qu'il accorde aux employeurs du monde entier, et de Bahreïn en particulier, dans le règlement des diverses questions tripartites.

Les troubles à Bahreïn:

Les troubles qui ont secoué le Royaume de Bahreïn en février 2011 ont, comme vous le savez, porté préjudice à l'économie nationale. Les activités des entreprises financières, commerciales et autres ont été paralysées et la productivité a souffert. Des entreprises ont temporairement ou définitivement fermé, tandis que d'autres ont déménagé dans des pays voisins. De nombreux accords ont été résiliés du fait que les entreprises ne pouvaient plus faire face à leurs obligations. L'économie de Bahreïn ne s'est pas encore remise des conséquences de cette crise.

Rapport:

Nous vous adressons ci-joint le rapport, qui présente brièvement les pertes enregistrées par certaines grandes entreprises à la suite de ces troubles sans précédent.

Fédération générale des syndicats de Bahreïn (GFBTU) – droits des travailleurs:

La plupart des grandes entreprises de Bahreïn reconnaissent aux travailleurs le droit de faire la grève pour sauvegarder leurs droits légitimes, conformément à l'article 33 de la Constitution de 2002 qui s'applique à la GFBTU. La préoccupation de Sa Majesté le Roi Hamad Bin Isa A1 Khalifa pour le bien-être de nos travailleurs est un motif de fierté pour notre royaume.

L'article 1 des statuts de la GFBTU accorde aux travailleurs le droit de grève dans les conditions énoncées audit article. L'article 20 dispose que les travailleurs ne doivent pas participer pas à des activités politiques. Du point de vue des grandes entreprises du pays, la grève de février 2011 s'est déroulée en violation des statuts de la GFBTU et n'était donc pas légale.

Le conflit sectaire qui a sévi dans le monde du travail a eu de sérieuses répercussions sur la productivité des entreprises et paralysé l'économie de Bahreïn. Il a causé de lourdes pertes financières et engendré un sentiment de découragement. En résumé, il a porté atteinte aux acteurs du tripartisme, y compris des travailleurs qualifiés, et par là même au tripartisme. Nous tenons en outre à vous informer que 1 320 travailleurs sur 1 463 des grandes entreprises du Royaume de Bahreïn ont été réintégrés dans leur emploi.

Compréhension des employeurs et réintégration:

Les partenaires sociaux ont tout mis en œuvre pour atténuer les effets négatifs de ces troubles. Malgré l'excès de main-d'œuvre résultant des nouveaux recrutements destinés à faire face à la pénurie de main-d'œuvre pendant les troubles, 98 pour cent des travailleurs licenciés ont été réintégrés. Les 2 pour cent restants, soit une proportion tout à fait minime, sont les travailleurs poursuivis en justice parce qu'ils ont commis des actes de violence ou ceux qui font l'objet d'une enquête. Il est remarquable que les entreprises aient bien voulu supporter les conséquences à long terme des frais de fonctionnement supplémentaires occasionnés par l'excès de main-d'œuvre.

Nous voulons croire que grâce aux résultats ainsi obtenus par la commission tripartite et à la coopération du gouvernement et du secteur privé, la question pourra être considérée comme réglée.

Nous continuons à compter sur votre soutien.

Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur général, à l'assurance de ma haute considération.

(Signé) Esam AbdTrtSn Fakhro
Président de la BCCI